

APPEL A UNE AG DES CHÔMEUR.EUSE.S ET PRECAIRES



Depuis le premier novembre 2019 s'applique un nouveau mode d'indemnisation du chômage. Il faut encore travailler plus de temps pour toucher ses droits. **Le deuxième volet de cette réforme, un temps reporté, rentrera en application au premier septembre. Le montant des indemnisations baissera alors drastiquement pour les travailleurs.euses les plus précaires (intérimaires, saisonniers, contrats courts).** Plus concrètement, à partir du 1er septembre le calcul prendra en compte les jours non travaillés entre deux contrats, c'est à dire des jours non payés, faisant mécaniquement baisser le montant de l'indemnité.

L'objectif est clair : rendre les conditions de vie des chômeuses de plus en plus difficile et par ricochet nous pousser à reprendre n'importe quel travail.

Durant le confinement, travailler est devenu "participer à l'effort de guerre": les travailleuses, souvent forcé.e.s de continuer à bosser, ne se sont pas volontairement sacrifié.e.s pour vaincre la crise et n'ont pas choisi de devenir des "héros". Ils et elles ont, comme d'habitude continuer à travailler pour survivre alors même que leur emploi les mettait en danger.

Cette héroïsation des gens en "première ligne" ne masque que la volonté de maintenir un système économique inégalitaire et destructeur : les dirigeant.e.s ont toujours méprisé nos vies.

Le contexte de crise a ouvert un boulevard aux patron.ne.s et à l'Etat pour exiger tout et n'importe quoi des travailleurs et travailleuses (autorisation du temps de travail de 60h hebdomadaires, congés payés à la merci de l'employeur, etc.) alors que le chômage partiel à 100% aurait du s'imposer.

Le gouvernement veut nous faire croire que ce sont les chômeuses qui dégradent les conditions salariales pour mieux faire oublier son rôle et celui des patron.ne.s, comme il le fait déjà en maintenant en situation irrégulière les personnes sans-papiers pour profiter d'une main d'oeuvre bon marché.

La peur de se retrouver au chômage pèse sur les travailleur.euse.s à qui l'on rappelle qu'il y aura toujours quelqu'un.e pour prendre leur place. Les salarié.e.s, les chômeur.euses.s et les sans-papiers ne forment pas des catégories opposées : **la restriction des conditions d'accès à l'assurance chômage, comme celle de l'accès au séjour régulier, ouvre la voie à la dégradation des conditions de travail et nous concerne toutes et tous.**

Pouvoir choisir nos activités, quand, où et comment on les exerce ne devrait pas être un luxe!

Au RSA, indemnisé.e.s ou non à pôle emploi, avec ou sans papiers, au chômage ou avec la peur de s'y retrouver, nous subissons déjà la pression du contrôle de la CAF et de pôle emploi.

Ne laissons pas passer cette nouvelle réforme! Le café des allocs, réseau d'entraide et de lutte d'allocataires sociaux chômeur.euse.s et cafard.e.s vous invitent à une assemblée générale pour nous organiser ensemble face à ces attaques.

**Rendez-vous le jeudi 18 juin à 18h
à l'Anamorphose,
48 rue du long pot à Lille Fives,**

en prenant soin de nous protéger du virus (nous porterons des masques à l'intérieur, il y en aura à disposition).

